

Pourquoi les jeunes font-ils grève?

Autor(en): **Muralt, Bruno**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **52 (1960)**

Heft 3

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385135>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

52^e année

Mars 1960

N° 3

Pourquoi les jeunes font-ils grève ?

Par *Bruno Muralt*

Notre titre comporte une affirmation : les jeunes ont déserté les locaux de vote lors de la dernière élection du Conseil national. Pour le moment, nous ne disposons pas de chiffres de nature à démentir cette allégation. Nous savons tout au plus que 58% seulement des citoyens ont rempli leur devoir civique. Il serait intéressant, lors d'élections ou de votations ultérieures, de déceler la répartition des électeurs entre les diverses classes d'âge. Ce serait le seul moyen de déterminer si vraiment les jeunes cèdent plus largement à l'abstentionnisme que leurs aînés. On souhaiterait que quelques communes à tout le moins procèdent à cette investigation.

Quoi qu'il en soit, le titre de cet article n'a pas été choisi au hasard. Dans diverses villes, on a déjà officiellement constaté que la proportion des citoyens qui ne se donnent pas la peine de se déranger est plus forte parmi les jeunes que parmi les autres. Depuis quelque temps, j'ai pris moi-même l'habitude d'opérer, au local de mon quartier, un « contrôle » des votants. Chaque fois, je suis frappé par la faible proportion des moins de 35 ans. Nombre d'entretiens avec des jeunes gens m'ont amené à conclure qu'un petit nombre seulement d'entre eux s'intéressent vraiment à la politique. J'ai encore en mémoire une conversation avec trois jeunes zougois de 20 à 30 ans. « Je n'ai jamais été voter, m'a déclaré l'aîné, et je ne vois pas pourquoi j'irais. Tout cela, c'est de la frime; ça n'a pas la moindre influence sur... le recul des naissances. » (!) Les deux autres opinaient du bonnet. L'un d'eux ajouta qu'il était « neutre », qualité qui, à son avis, devrait être celle de tout bon Suisse. Je me suis laissé dire que, trois jours avant l'élection du Conseil national, maints jeunes gens ne savaient absolument pourquoi le peuple était appelé aux urnes. Evidemment, il faut se garder de généraliser. Il y a certainement en Suisse des jeunes gens que la politique intéresse et passionne. Mais je demeure cependant convaincu que les « neutres », les indifférents sont légion.

Nos partis politiques en savent quelque chose. La jeunesse ne leur rend pas la tâche facile. Leurs stratèges sont au bout de leur latin et ne savent pas comment « contacter » (comme on dit) ces jeunes qu'ils ont le sentiment de ne pas comprendre. La disparition presque totale d'organisations politiques groupant la jeunesse n'est-elle pas l'un des phénomènes caractéristiques de notre époque? Il y a une génération encore, des mots d'ordre plus ou moins révolutionnaires mobilisaient et rassemblaient les jeunes que l'injustice sociale et les imperfections de notre régime économique indignaient.

Aujourd'hui, il n'y a plus de jeunesse révolutionnaire. Si les partis bourgeois et conservateurs ont tout d'abord enregistré ce fait avec satisfaction, il leur inspire aujourd'hui une certaine inquiétude. Ils s'interrogent: Où est la jeunesse? Elle n'est pas chez nous, elle n'est pas davantage chez les « rouges ». Comment assurer la relève, le fonctionnement de la démocratie si, par centaines de milliers, des citoyens se désintéressent des problèmes et des tâches de l'Etat? A la suite de l'indifférence du grand nombre, ne sommes-nous pas ici et là régis par la minorité? (En Valais, n'a-t-on pas enregistré dernièrement une participation de 17% seulement?) Si on laisse les choses aller leur cours, ne risquons-nous pas de glisser insensiblement vers un régime politique manipulé par les puissants intérêts économiques? Maints des commentaires publiés au lendemain de l'élection du Conseil national ont conclu que l'abstentionnisme démontre tout simplement que les Suisses sont satisfaits de leur sort et du fonctionnement des institutions. Mais cet abstentionnisme n'est-il pas bien plus une manifestation de la paresse intellectuelle de la grande masse des citoyens, des jeunes notamment?

Si nous savions au moins ce que les jeunes pensent! Mais pensent-ils? Ils vivent « à côté » de nous, mais vivent-ils « avec » nous? Nous avons le sentiment de ne plus les connaître. Une chose est cependant certaine: ils ne se rebellent pas contre la « société des vieux ». Ils l'acceptent, ils la tolèrent, ils s'y installent; ils se satisfont de ce qu'elle offre et s'entendent à en profiter. Ils font assez docilement ce que l'on exige d'eux parce que c'est le seul moyen de s'assurer un revenu. Sans argent, pas de liberté, pas de voyages, pas de moto, pas de cinéma, pas de match. L'argent est important, très important. Les jeunes le savent aussi bien que nous. Ils sont prêts à faire des sacrifices pour obtenir un avancement, un gain plus élevé, de nouveaux avantages, du prestige.

Les jeunes se soumettent, mais ils gardent leurs distances. Ils ne veulent pas s'engager. Ils veulent être laissés en paix. La politique leur paraît ennuyeuse infiniment, et tout particulièrement notre politique locale. S'il leur arrive de suivre l'actualité nationale, elle ne les touche pas davantage que la vie d'une peuplade lointaine qui se déroule sur l'écran d'un cinéma. Cette jeunesse est indiffé-

rente, mais elle n'est pas « fâchée » (ungry youg men); elle ne manifeste pas de mécontentement. Du moins pas encore. Elle est probablement trop bien élevée. Elle n'aime pas les conflits et les « histoires ». Elle vit en marge, comme dans l'attente, dans l'attente d'un idéal pour lequel il vaut la peine de se dévouer.

Telle m'apparaît parfois la jeunesse d'aujourd'hui. Mais sous l'apparence, il y a certainement autre chose. Je ne puis croire que l'on puisse être jeune sans aspirer à se dévouer, à donner le meilleur de soi-même pour une cause qui suscite l'enthousiasme. Mais cette cause, cet idéal, ces occasions de dévouement, les a-t-on offerts à la jeunesse d'aujourd'hui? A cette question, c'est à nous qu'il appartient de répondre.

La réponse est négative. Nos jeunes sont ce que nous les avons faits, ce que les a faits la société dans laquelle ils vivent. Que notre exemple, que nos pussillanimités, que nos vellétés, que nos prudences et nos calculs ne soient pas de nature à les enthousiasmer, quoi de plus naturel! Mais limitons-nous aux aspects politiques du problème. La Suisse est un petit pays, et neutre de surcroît. Cela signifie que nous demeurons l'arme au pied face aux événements. Nous donnons l'impression de ne pas prendre la moindre part aux affrontements qui ébranlent le monde et de nous comporter en spectateurs; cette attitude passive est peu faite pour engager les jeunes à participer à la vie politique. Pourtant, les jeunes qui réfléchissent savent que, précisément parce que nous sommes un petit pays, ces événements et ces transformations ont des répercussions sur notre vie, sur nos institutions et qu'ils déterminent notre avenir – que nous le voulions ou non. Ils sont même persuadés – et c'est ce qui ressort de nombre de conversations que j'ai eues avec des jeunes – que notre destin dépend bien plus des événements extérieurs que de ce que nous faisons ou ne faisons pas chez nous. Cette conviction aggrave leur sentiment d'impuissance. De même, le comportement de la plupart de nos hommes politiques ne semble pas être de nature à enthousiasmer et à entraîner la jeunesse. En effet, les élans généreux, la pensée qui s'élève au-dessus des contingences et des intérêts matériels suscitent chez nous non pas l'admiration, mais la méfiance. Ce n'est pas le meilleur des certificats. Au contraire. Nombre de nos « épiciers politiques » – l'expression est d'un jeune – ne paraissent avoir qu'un souci: veiller à ce que rien ne change! Il est évident qu'une attitude aussi timorée, à aussi courte vue est incapable de mobiliser la jeunesse. On souhaiterait que nos « réalistes » y réfléchissent parfois. « Si vous ne voulez pas payer davantage d'impôts, votez la liste X! » Tel était le slogan électoral d'un parti gouvernemental! Il s'agissait pourtant de l'élection de l'autorité législative. Un parti tombé à ce niveau peut-il encore espérer gagner la jeunesse?

Nous abordons maintenant le problème de l'argent. Nombre de

jeunes gens sont persuadés qu'il régit le monde et que l'on n'y peut probablement rien changer, que ce ne sont pas les élections et les votations qui tranchent les problèmes; ils sont persuadés que les décisions essentielles sont prises par les « petits comités » occultes des groupements économiques. Les déclarations des politiciens n'auraient pour but que d'« amuser la galerie », alors que les décisions ont déjà été prises dans les coulisses. C'est à peu près ce qu'un jeune Romand me disait récemment. Les jeunes ont le sentiment d'être impuissants face aux « combines » des tireurs de ficelles. Un jeune Bernois ajoutait: « Quoi qu'il arrive, nous sommes toujours les tondus. » Nombre de jeunes se plient à cette « réalité » qu'ils imaginent et leur unique souci c'est de s'assurer à leur tour la plus grande part possible du gâteau.

Evidemment, cette vue des choses est tronquée. Notre vie politique est très loin d'être aussi corrompue. Mais qui peut nier que l'argent ne projette sur elle son ombre et que celle-ci étouffe maintes aspirations généreuses? Si les jeunes étaient les témoins des marchandages sordides dont font parfois l'objet les plus modestes améliorations d'ordre social, ils sortiraient écoeurés des délibérations.

On ne peut se défaire du sentiment que trop d'hommes politiques abusent des grands mots qui expriment des principes fondamentaux de notre existence, du mot « liberté » par exemple. Cette inflation verbale a pour seul effet de les dévaloriser. Par « liberté », ils entendent trop souvent la licence de s'enrichir au détriment d'autrui, de spéculer, de frauder le fisc, d'augmenter les prix, de se soustraire à l'obligation de payer des salaires convenables, etc. On comprend dès lors que certaines professions de foi ne fassent aucune impression sur les jeunes et qu'ils traitent parfois de tartufes ceux qui les prononcent.

Et pourtant la Suisse est véritablement un bastion de la liberté. On a dès lors peine à comprendre que tant de ces tenants de la liberté s'ingénient à éluder les sacrifices que la défense de cette liberté requiert précisément. Quoi de plus paradoxal, alors que la prospérité n'a jamais été plus évidente, que le contraste entre les gains des financiers et les soucis financiers de la Confédération et de la plupart des cantons? On est saisi d'un sentiment de malaise, alors que la richesse s'étale partout, que les voitures de luxe encombrant les routes, devant la marée montante des appels en faveur des orphelins, des malades, des vieux, des deshérités de toutes sortes. Ce contraste n'explique-t-il pas aussi la désaffection de maints jeunes gens à l'égard de nos institutions? Les possédants, ou du moins ceux d'entre eux qui donnent le ton, ne sont-ils pas en partie responsables de cet état de choses? Je songe en particulier à ceux qui, dans le *Valet d'Atout* et autres publications de cet acabit, s'emploient, par les moyens les plus bas, à convaincre les citoyens que tout sacrifice est superflu, que tout argent versé à l'Etat est jeté

par la fenêtre; en un mot, à ceux qui se livrent au sabotage de la démocratie. Et pourtant, sans esprit de sacrifice, sans solidarité active, il n'y a pas de véritable communauté entre les hommes, pas de peuple. On ne peut pas impunément jeter le décri sur l'Etat et attendre des jeunes qu'ils participent à la vie civique de ce même Etat, ou encore qu'ils le défendent en cas de danger. N'est-on pas en train de faire du système de l'économie privée, en l'élevant à la hauteur d'une panacée, un dogme aussi dangereux que celui de l'étatisme totalitaire? Dans quelle mesure les partisans de la libre initiative sont-ils honnêtes envers eux-mêmes? Où finit la sincérité et où commence l'égoïsme, le mépris de l'intérêt général?

Alors que l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, entre la liberté et la dictature, est entrée dans une phase décisive, notre pays n'est-il pas placé face à des problèmes que nous ne pouvons résoudre qu'en commun? Je songe à la réforme et au développement de notre système éducatif, à l'aide aux nations encore déshéritées – qui offrirait plus que toute autre tâche un moyen de mobiliser les jeunes – à la nécessité de mettre enfin à la disposition des jeunes ménages des logements à des prix abordables, à la formation civique de la jeunesse, etc. Car enfin, ce ne sont pas des citoyens qui ignorent les problèmes essentiels et, partant, s'en désintéressent qui maintiendront notre démocratie!

Ce dont nous avons besoin avant tout, c'est d'hommes politiques aux vues larges, d'hommes qui mettent le dévouement à la cause publique au-dessus de leurs considérations et de leurs intérêts personnels, qui paient de leur personne, d'hommes qui soient un exemple vivant des vertus démocratiques. Un jeune m'écrivait dernièrement: « Si chaque parti avait plusieurs Max Weber et Fritz Wahlen, les jeunes s'intéresseraient davantage à la politique. » Je crois que cette réaction est typique d'une génération, à laquelle les déclamations et les programmes n'inspirent que méfiance. Elle veut des actes, elle veut des hommes qui accordent leurs actes à leurs paroles. Cette jeunesse exige-t-elle trop?

A propos du Théâtre populaire romand

Par *Bernard Liengme*,
responsable du Service culturel du TPR

Le théâtre des privilégiés

Il y a quelques années, M. Jaime Torres-Bodet, alors directeur général de l'UNESCO, déclarait: « Loin d'être le fief des spécialistes, le théâtre appartient, par droit héréditaire, au peuple. En ce cas, il faut dissiper bien des illusions et nous ne pouvons plus nous dissimuler que cet art qui se veut à la fois universel et populaire se trouve souvent de nos jours réservé à certaines élites... A ce terme